"Que dissimulent les «États-Unis d'Europe»?" dans Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek (28 mai 1949)

Légende: Le 28 mai 1949, le quotidien communiste luxembourgeois Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek présente les projets britanniques d'unification européenne comme une tentative des États-Unis de soustraire l'Europe occidentale à l'influence soviétique.

Source: Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek. 28.05.1949. Luxembourg: Coopérative ouvrière de presse et d'éditions. "Was verbirgt sich hinter den "Vereinigten Staaten Europas"?".

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/que_dissimulent_les_etats_unis_d_europe_dans_zeitung_vum_letzebuerger_vollek_28_mai_1949-fr-0a969c98-6d42-4b4a-afa2-09574f0824ae.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Que dissimulent les «États-Unis d'Europe»?

Depuis un an et demi, les socialistes de droite, sous la conduite des travaillistes anglais, s'engagent avec une ardeur particulière en faveur de l'unification économique et politique de l'Europe occidentale.

En 1948, Bevin a déclaré que la réalisation d'une union de l'Europe occidentale faisait partie intégrante de la politique étrangère britannique. La conférence annuelle du Parti travailliste pendant l'été 1948 a adopté une résolution particulière sur les «États-Unis d'Europe», affirmant que ces derniers devaient être une confédération d'États fondée sur des principes socialistes.

Or, l'influence des socialistes de droite sur les travailleurs dans les pays de l'Europe occidentale a baissé rapidement. En effet, l'appui apporté à la réaction et la lutte contre les communistes suscitent un profond mécontentement chez les travailleurs. C'est pourquoi la direction du Parti travailliste a décidé de présenter aux masses, sous un manteau «socialiste», l'idée impérialiste d'une Europe «unie» capitaliste.

L'idée de l'«Europe unie» se situe sur le même plan que la théorie du socialisme dit démocratique, qui doit servir de base à la «voie particulière» menant au développement de l'Europe occidentale. Cette «voie particulière» consiste, d'après les travaillistes, à former un groupe de puissances se situant au milieu entre les États-Unis capitalistes et l'Union soviétique socialiste.

Mais le vrai contenu de l'«Union de l'Europe occidentale» si ardemment préconisée apparaît lorsqu'on examine les faits de plus près.

Il faut constater tout d'abord que cette solution est approuvée et appuyée par les impérialistes américains. D'autre part, comme les responsables politiques travaillistes le reconnaissent eux-mêmes, elle sera coordonnée avec le plan Marshall. Nous pouvons lire en effet dans la brochure officielle du Parti travailliste, intitulée «*Les deux pieds sur terre*», parue à la fin octobre 1948, que «l'Amérique insiste avec fermeté pour que les pays européens créent ensemble une nouvelle puissance centrale indépendante qui puisse combler le vide entre l'Amérique et la Russie».

Cela signifie clairement que les véritables initiateurs des «États-Unis d'Europe» sont les monopolistes américains.

L'Union créée à Bruxelles en mars 1948 entre l'Angleterre, la France et les États du Benelux, dont l'organe permanent se trouve à Londres, et le Comité consultatif, la constitution d'un comité militaire et d'un état-major de défense avec, à sa tête, le maréchal Montgomery, tout cela prouve que le manteau du «socialisme démocratique» n'est qu'une hypocrisie de la presse socialiste de droite et qu'en réalité, on ne fait que suivre la politique des expansionnistes anglo-américains.

C'est là, précisément, l'idée qui est à la base de la propagande travailliste pour une «Europe unie». Le traité de Bruxelles montre tout aussi clairement que le Pacte de l'Atlantique Nord que la propagande en faveur de cette organisation en projet n'est qu'un maillon de la chaîne des nombreuses mesures dirigées contre le camp démocratique pacifique.

Malgré toutes les hâbleries des travaillistes sur une diminution de la dépendance à l'égard de l'«aide» américaine, les monopolistes américains ne se font pas trop de soucis à ce sujet. Ils disposent de moyens suffisamment efficaces, non seulement pour empêcher tout assouplissement, mais même pour renforcer cette dépendance. L'essentiel, dans tout cela, c'est d'interrompre totalement les relations commerciales avec l'URSS et les démocraties populaires. Plus vite l'Europe occidentale se détournera totalement de l'Union soviétique et des démocraties populaires – ce vers quoi la pousse, par tous les moyens, la politique du bloc anglo-américain – et plus vite elle tombera sous la dépendance politique et économique des milieux dirigeants des États-Unis, comme on peut déjà s'en rendre compte aujourd'hui. Ces milieux n'attachent aucune importance à l'indépendance politique, ni au redressement économique de l'Europe. Il en résultera inévitablement une accentuation des antagonismes, tant entre les États-Unis et les États du bloc occidental qu'au sein même de ce dernier groupe.

L’«Europe unie» est également préconisée en raison de la volonté de l’Angleterre de s’assurer le rôle d’intermédiaire entre les pays européens bénéficiaires du plan Marshall et les maîtres américains, dans la perspective de tirer les marrons du feu. Et c’est là précisément aussi l’intention du «Conseil européen», au sein duquel, de l’avis des dirigeants travaillistes, l’Angleterre devrait donner le ton.

Derrière tous les discours sur l’«Europe unie» se cache donc la volonté de souder un bloc impérialiste sous la baguette anglo-américaine, un bloc politique et militaire dirigé contre l’URSS et les démocraties populaires, et, dans le même temps, de subordonner les États d’Europe de l’Ouest aux États-Unis.

Mais les forces qui luttent pour la paix sont plus puissantes que les fauteurs de guerre. «Les affres de la dernière guerre sont encore trop présentes dans la mémoire des peuples, et les forces sociales qui défendent la paix sont trop grandes pour que les disciples “ès agression” de Churchill puissent les vaincre et ouvrir la voie à une nouvelle guerre.»